

Introduction – L'excellence, un enjeu majeur pour l'éducation supérieure

Bernard Hugonnier

Institut Catholique de Paris, France

Dans cette section cinq articles sont présentés. Ils sont rédigés par des collègues enseignants en Belgique, au Brésil (deux collègues dans ce pays) et en Italie. Je suis moi-même enseignant en France.

Ces cinq collègues font partie d'un réseau international (Network for Excellence in Higher Education) qui œuvre pour que, dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'excellence ne soit pas uniquement élitiste (caractérisée par la sélection des meilleurs étudiants et le recrutement des meilleurs enseignants) ; mais au contraire soit en même temps sociale (en donnant les moyens à tous les étudiants d'atteindre leur propre niveau d'excellence, en d'autres mots « une excellence pour tous »), et sociétale (en œuvrant à l'émancipation individuelle et visant à former des citoyens responsables et conscients des enjeux majeurs de la société).

Les cinq articles présentés ci-dessous traitent tous de la question de l'excellence, mettant ainsi en lumière l'importance du problème soulevé par le Network for Excellence for Higher Education : à savoir, l'importance qu'il y a, dans l'intérêt collectif, pour que les universités poursuivent un objectif d'excellence qui ne soit pas seulement élitiste, mais aussi sociale et sociétale.

L'article de Jean-Marie De Ketele de la Belgique, « Analyse de quelques dispositifs pédagogiques pour développer une excellence sociale et sociétale dans l'enseignement supérieur, » s'adresse à la question de savoir quels dispositifs pédagogiques il convient de mettre en place pour développer dans les institutions d'enseignement supérieur cette excellence sociale et sociétale. Pour répondre à cette question, l'auteur présente et analyse cinq types de dispositifs pédagogiques pour dégager quelques conditions qui lui paraissent essentielles pour arriver à cet objectif.

L'auteur identifie les conditions suivantes : d'abord que ces dispositifs disposent d'un solide « plan de cours » guidant l'enseignement du professeur et éclairant les élèves sur ce qu'ils doivent apprendre. Ensuite, que ces dispositifs visent non seulement à développer des connaissances et des compétences indispensables, mais aussi incitent les étudiants à les approfondir ou à en acquérir d'autres en fonction des opportunités offertes lors de leur mise en œuvre. Enfin, que les dispositifs se fondent sur deux concepts essentiels : la « médiation » et la « posture de la reconnaissance ». L'auteur démontre en quoi et pourquoi ces conditions doivent être remplies pour que soit atteinte une excellence sociale et sociétale.

La question que pose l'auteur est d'actualité : quels sont les dispositifs pédagogiques permettant de réaliser cette excellence sociale et sociétale ? L'auteur y réussit parfaitement et ce d'autant plus que l'auteur a lui même mis en œuvre ces dispositifs dans sa carrière. A double titre donc, l'auteur peut apporter les éléments soutenant sa thèse à savoir que ces dispositifs permettent bien d'arriver à une excellence qui, dans le domaine de l'enseignement supérieur, soit et sociale et sociétale.

Dans son article, « Social Inequality and Human Development in Contemporary Brazil: Intertwined Cycles of Perversion in Education, » Naomar Monteiro de Almeida Filho du Brésil, s'adresse à la question du développement d'une excellence sociale au Brésil. Il montre que si, grâce à des programmes publics pour la sécurité alimentaire et la protection sociale, à bien des égards, le pays a réussi à transformer la croissance économique en développement humain, c'est-à-dire à réduire les inégalités économiques au Brésil, cette réalité en cache une autre qui est une augmentation des inégalités sociales ; de sorte que « l'équité économique produit des inégalités sociales ce qui semble être un paradoxe déconcertant ».

Pour l'auteur la raison principale est que « d'une manière subtile, discrète et camouflé, l'Etat est devenu un promoteur des inégalités sociales dans le sens que beaucoup de ses politiques publiques en cours finissent par produire des effets pervers ». C'est le cas de la politique fiscale, mais aussi et surtout de la politique d'enseignement supérieur : celle-ci œuvre dans le sens d'une excellence élitiste en réservant les universités publiques, qui sont gratuites et offrant les meilleures formations, aux jeunes issus des milieux favorisés, tandis que les autres étudiants doivent se contenter des universités privées, qui sont payantes et de plus offrent des formations de moindre qualité. L'auteur, s'alarme de la situation qui, dans le contexte social contemporain brésilien, devrait naturellement mener l'Etat à réduire les inégalités au lieu de les accroître comme cela est le cas.

Pour que les choses changent, il faudrait selon l'auteur, que plusieurs conditions soient remplies : des augmentations budgétaires pour les programmes sociaux, une gestion plus efficace, plus de transparence, une gouvernance participative, des politiques volontaristes pour lutter plus efficacement contre la corruption et le gaspillage des ressources publiques. Pour cela, il faudrait enfin qu'une large alliance politique se mette en place pour surmonter le bloc hégémonique au pouvoir actuellement.

Ana Maria Freitas Teixeira du Brésil propose dans son article, « La démocratisation de l'enseignement supérieur au Brésil : un chemin vers une politique d'excellence ? » une vaste fresque historique de l'enseignement supérieur au Brésil depuis l'instauration du pays. L'auteur montre que tout au long de cette histoire un dilemme se posera : le choix entre une excellence élitiste et une excellence sociale.

Comme le montre très bien l'auteur, ce dilemme n'est pas sans poser de nombreux défis de grande envergure. Notamment, faire face à la demande croissante pour l'accès à l'enseignement supérieur en choisissant soit la démocratisation soit ne laisser accéder à l'enseignement supérieur que les étudiants qui ont un niveau d'éducation suffisamment élevé ; développer une formation de qualité ce qui suppose

que les enseignants soient bien formés sur le plan scientifique et pédagogique ; la capacité financière des gouvernements pour permettre aux étudiants les plus défavorisés, non seulement d'accéder et de poursuivre avec succès un parcours de formation supérieure, mais aussi d'être accueillis dans un environnement de qualité (logement, alimentation, transport, santé, sport, culture, crèche, TIC) ; comment l'enseignement supérieur brésilien peut-il contribuer à rééquilibrer le développement économique entre le sud et le nord du pays ? mais aussi à homogénéiser davantage la qualité des formations assurées par de multiples structures ? et à assurer conjointement le développement de la recherche, de la formation et des services rendus aux communautés dans lesquels s'inscrivent les institutions ? Autant de défis qui sont, comme le montre l'auteur, liés les uns aux autres et qui sont encore loin d'être surmontés.

Donatella Palomba de l'Italie, dans son article « À la recherche d'une identité : l'université en Italie entre égalitarisme, «adéquation à l'Europe» et mythe d'Humboldt, » entend montrer, dans une analyse synthétique du présent et du passé, depuis l'unification du pays en 1861, ce qu'elle appelle une remarquable difficulté en Italie à promouvoir une politique d'excellence, au sens où seraient identifiés des universités ou des secteurs qui « excellerait » par rapport aux autres. On perçoit donc en Italie comme inégalitaire la diversification institutionnelle, comme discriminatoire la hiérarchisation des établissements et comme iniques les classements internationaux. Tout ce qui relève de l'excellence est regardé avec soupçon et on préfère parler de qualité. C'est au contraire une profonde conception égalitaire qui anime la politique de l'enseignement supérieur. La massification de l'enseignement supérieur, le processus de Bologne et la Stratégie de Lisbonne n'ont rien changé à cette situation.

Cela signifie-t-il pour autant que les universités italiennes sont loin de l'excellence par rapport à leurs concurrentes, par exemple françaises et allemandes ? A y regarder de près, l'auteur remarque que finalement les trois pays se tiennent si l'on observe les 100 ou les 200 premières universités dans le *Performance Ranking of Scientific Papers for World Universities* de 2015. Mais si l'on prend les 500 premières, alors les universités italiennes font mieux que leurs concurrentes. De même, des études ont pu prouver que la productivité scientifique en Italie est élevée. De fait, l'Italie est le huitième pays au monde pour ses publications scientifiques, juste après le Canada, et septième pour l'impact de ses publications.

Selon l'auteur une situation de crise prévaut à l'heure actuelle, résultat de la confrontation entre les tendances culturelles historiques du pays et des pressions internationales. L'auteur se demande donc, à juste titre, s'il ne conviendrait pas que l'Italie tente de concilier l'objectif d'égalitarisme, qui est quelque peu paralysant, avec celui d'excellence, puisqu'après tout les universités italiennes savent être excellentes comme le montrent les chiffres donnés à l'instant en matière de recherche académique. Mais l'auteur ne préconise pas une excellence monolithique. Au contraire elle suggère une excellence plurielle et humaniste offrant à chacun les potentialités de s'épanouir.

Enfin, dans mon article, « Les défis et l'avenir de l'enseignement supérieur, » je m'emploie, d'une part, à identifier les principaux problèmes auxquels fait face à l'heure

actuelle l'enseignement supérieur dans le monde et, d'autre part, à réfléchir à ce que pourrait être l'avenir de ce secteur dans un horizon assez lointain.

Ce n'est pas moins de huit défis que l'enseignement supérieur doit relever dans le temps présent. Tous assez récents, ils sont les suivants : la forte et rapide augmentation du nombre des étudiants (massification) qui a posé dans certains pays un problème de qualité de l'enseignement, les investissements étant insuffisants pour la maintenir au niveau. La recherche par nombre d'universités de l'excellence ce qui a pu conduire certaines à une politique élitiste ne permettant pas au plus grand nombre d'accéder aux meilleures formations. La nécessité pour les universités de développer leur ancrage régional et pour ce faire d'accroître leur autonomie et d'améliorer leur gouvernance. L'enjeu sociétal qui tient au fait que les étudiants, avec la professionnalisation des études et le développement d'internet, sont moins préparés à assumer des responsabilités permettant à la société d'être unie, solidaire, et équitable en limitant les ségrégations, les inégalités et les externalités négatives. Le défi lancé aux universités par internet, nouvelle source de connaissances, et par le numérique dont tout le potentiel n'est pas encore utilisé. Le besoin de professionnaliser davantage les études supérieures pour mieux répondre aux besoins de compétences des employeurs et, répondant en cela à une demande sociale, rendre les études supérieures plus rentables. L'internationalisation croissante des études qui ouvrent les universités, les enseignants et les étudiants sur le monde. Et le financement des universités dont les charges s'accroissent alors que les deniers publics se réduisent et que des modes de financement alternatifs doivent être trouvés posant de nouveaux problèmes. Dans l'article j'analyse chacun de ces défis pour discerner les solutions qui pourraient aider à y faire face.

Mais la durabilité de ces défis pose naturellement la question de l'avenir des universités. Deux réflexions prospectives sont alors présentées, celle de l'OCDE et celle de l'Institut for Public Policy Research (IPPR) et des leçons en sont tirées.

Les conclusions que je tire de l'ensemble de ces réflexions pour l'enseignement supérieur dans le monde sont les suivantes : en 15 ans, le vent de l'histoire est passé, bousculant nombre de vieilles habitudes, remettant en cause des traditions centenaires, nécessitant des changements de mentalités et d'attitudes fondamentales. Les défis qui en résultent pour les universités sont immenses et nombreux. Ils sont là pour durer et sans conteste vont faire profondément évoluer les choses. Longtemps endormie sous la houlette de l'État, l'université, qui est de plus en plus autonome, fait face à de nombreux défis que seule elle peut désormais surmonter, tandis que son avenir dépend pour l'essentiel des politiques innovantes qu'elle saura entreprendre. Dans les pays où règne une culture managériale et de l'innovation plus développée, les universités seront plus aptes à relever les défis et à préparer l'avenir. Le leur, celui de leur pays et celui du monde.

Comme on le voit, ces cinq articles contribuent à la recherche par les universités d'une excellence à la fois élitiste, sociale et sociétale, ce qui va dans le sens de leur propre intérêt mais de celui de celui de la communauté dans sa totalité.